

Elections présidentielles françaises : deux leaderships, deux visions géopolitiques et l'avenir de la France

Par Patricia Ahanda

PB - 29/22

Le second tour des élections présidentielles françaises qui se tiendra ce 24 avril 2022 opposera de nouveau Emmanuel Macron, le président sortant, et Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national. Pourtant, cette nouvelle élection n'est en rien similaire à celle de 2017.

Cette élection est un nouvel affrontement politique entre deux leaders aux projets totalement opposés. C'est un duel politique français marqué par des bouleversements sociaux, économiques, générationnels, politiques au niveau national et impacté par un événement international majeur, la guerre en Ukraine et ses conséquences multilatérales, géopolitiques sur le monde, l'Europe, l'Afrique et l'avenir de la France.

INTRODUCTION

Depuis le précédent scrutin, les deux candidats ont opéré leur mue sous les yeux des Français. Emmanuel Macron, autrefois candidat néophyte incarnant le renouvellement politique, le ni de droite, ni de gauche avec son mouvement En Marche !, est aujourd'hui pleinement considéré comme un Président sortant centriste marqué par un bilan à défendre. Marine Le Pen, autrefois affichée comme l'héritière honnie du Front national, a effectué une normalisation de son image pour devenir la cheffe d'une extrême-droite dédramatisée et transformée en Rassemblement national.

Cette élection n'est pas juste un match retour, c'est un nouvel affrontement politique entre deux leaders aux projets totalement opposés. Nous assistons ainsi lors du second tour de ces élections, à un duel politique français marqué par des bouleversements sociaux, économiques, générationnels, politiques au niveau national et impacté par un événement international majeur, la guerre en Ukraine et ses conséquences multilatérales, géopolitiques sur le monde, l'Europe, l'Afrique et l'avenir de la France.

La recomposition politique en France : une histoire de leadership

Le ministère de l'Intérieur a publié les résultats définitifs du premier tour des élections présidentielles françaises : 27,84% pour Emmanuel Macron, 23,15% pour Marine Le Pen, suivie de peu par Jean-Luc Mélenchon avec 21,95%.

Ces résultats font émerger trois blocs et trois leaders politiques en France. Un bloc d'hyper centre, allant du centre-droit au centre-gauche avec à sa tête le président sortant Emmanuel Macron ; un bloc d'extrême-droite avec pour dirigeante Marine Le Pen ; un bloc d'extrême-gauche avec un pilote, Jean-Luc Mélenchon.

Ces scores démontrent que la recomposition politique française amorcée en 2017 avec l'élection d'Emmanuel Macron est encore active. Pour cette nouvelle élection présidentielle, à l'issue du premier tour, les deux partis traditionnels de droite et de gauche se retrouvent une fois de plus éliminés. Autre élément inédit, ces deux partis comptabilisent moins de 5% des suffrages chacun : 4,78% pour le parti Les Républicains, représenté par Valérie Pécresse, pour 1,74% pour le Parti Socialiste, représenté par Anne Hidalgo.

Cela représente un véritable séisme politique pour ces partis qui ont donné 7 Présidents à la Vème République. Un choc dans le paysage politique français qui remet en question l'hégémonie de deux partis politiques autrefois considérés comme les seuls aptes à produire des candidats solides pour gouverner au plus haut sommet de l'Etat.

Pour autant, ces profonds changements dans l'espace politique français ne résultent pas du hasard. Les trois personnalités politiques en tête : Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, ont plusieurs points communs en termes de leadership.

Premièrement, sur leur image personnelle : au baromètre de la popularité, ce sont des candidats très bien identifiés par les Français. Deuxièmement, en matière de marque politique : ils sont tous les trois constructeurs et chefs de formations politiques nouvelles et donc ils représentent l'aspiration de renouvellement politique voulue par une majorité de Français. Enfin, au niveau de leur stratégie de communication : ce sont des personnalités

politiques qui ont opéré une transformation pour attirer un spectre plus large d'électeurs et peu à peu incarner et représenter, un centre fort pour Emmanuel Macron, une droite forte pour Marine Le Pen et une gauche forte pour Jean-Luc Mélenchon. Ce sont ces éléments de stratégies qui leur ont permis de dépasser leurs concurrents politiques marqués soit par une popularité limitée, un manque de stature ou encore un discours trop radical.

Le vote du premier tour met en exergue une leçon de politique importante : les élections présidentielles en France se jouent avant tout sur une personnalité, un leadership personnel et non plus juste sur un programme ou sur une appartenance à un parti politique.

Lors du premier tour, les électeurs français ont voté en masse pour le champion qui avait à la fois le plus de chances de l'emporter et pour le candidat qui incarnait de manière plus performante leurs idées, leurs intérêts personnels. Cette prise en compte, par les électeurs, du discours des candidats par rapport à leurs préoccupations et considérations nationales explique en partie l'impact limité des prises de position passées vis-à-vis de la Russie de Marine Le Pen ou encore de Jean-Luc Mélenchon sur leurs scores finaux au premier tour.

Néanmoins, même si le choix des électeurs français s'est effectué en corrélation avec leurs préoccupations nationales telles que le pouvoir d'achat, la question de la guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'économie et le cadre de vie des Français a bien fait irruption dans le débat politique français. L'apparition de ce sujet de politique extérieure au milieu de la campagne électorale française rappelle ainsi que l'enjeu du scrutin français dépasse largement le cadre national.

Duel géopolitique au 2^{ème} tour

En effet, le résultat de la présidentielle constitue un enjeu majeur pour la place de la France en Europe et dans le monde. La guerre en Ukraine a remis sur le devant de la scène internationale les questions de géopolitique, diplomatie, multilatéralisme. Ces sujets majeurs se sont immiscés dans l'agenda de la présidentielle avec pour question centrale, la politique étrangère qui sera conduite par le candidat qui sera élu.

Tout d'abord, la guerre en Ukraine a avant tout retardé l'entrée en campagne d'Emmanuel Macron, le forçant à revêtir les habits de négociateur entre le président russe, Vladimir Poutine et le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce conflit a permis indirectement à Emmanuel Macron de bénéficier d'un « effet drapeau », un soutien des Français au président face à la menace que représente la guerre.

Cet événement géopolitique a contribué à l'affirmation du storytelling du président français. Ce conflit sur le sol européen a offert l'occasion à Emmanuel Macron d'apparaître comme un président en action, un leader au service de la Paix en Europe, un personnage politique représentant de manière positive le leadership français, européen sur la scène internationale.

Le positionnement diplomatique d'Emmanuel Macron vis-à-vis de la Russie lui a permis d'échapper aux critiques et attaques de ses adversaires politiques dans une campagne où chaque prise de position passée ou lien des candidats avec la Russie étaient scrutés.

La guerre en Ukraine, accélérateur de leadership pour l'Union européenne (UE) a par ricochet accentué pour Emmanuel Macron : sa visibilité, sa stature, lui permettant d'occuper un rôle de leader européen de premier plan, statut autrefois détenu par l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel.

Ce conflit qui s'accompagne d'une médiatisation 3.0 des questions géopolitiques, a permis une diffusion à grande échelle de la communication d'Emmanuel Macron autour de sa vision sur un agenda européen géostratégique commun, un rapprochement avec l'Europe de l'Est, notamment avec les pays Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et l'accroissement de la portée symbolique de sa Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE).

A contrario, pour Marine Le Pen, sa vision géopolitique est définitivement le talon d'Achille freinant son leadership au niveau international. Au lendemain de sa qualification pour le second tour, les multiples analyses politiques pointaient déjà l'idée d'une victoire au second tour de Marine Le Pen comme une catastrophe géopolitique majeure pour la France et sa place dans le concert des nations.

Pour certains observateurs, Marine Le Pen, si elle était élue au second tour, mènerait une politique d'isolement de la France, en sortant du commandement intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), sortie qui signifierait l'apogée de l'influence russe en France, en Europe. Pour eux, Marine Le Pen au pouvoir, entraînerait une remise en cause de l'aide accordée à l'Ukraine et un désengagement de la France dans l'UE, voire une possible ouverture vers Frexit qui mettrait à mal l'économie française et européenne.

D'autres experts regardent cette nouvelle qualification de Marine Le Pen pour le second tour des élections présidentielles comme une opportunité en cas de victoire de fédérer le bloc conservateur européen. Cette grande alliance des conservateurs voulue par le premier ministre hongrois Viktor Orbán marquerait ainsi un nouveau tournant géostratégique pour les rapports entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

Autre divergence géopolitique pour les candidats : leur vision sur la politique africaine que doit mener la France. Alors qu'Emmanuel Macron s'est depuis son discours d'Ouagadougou en 2017 positionné comme le président qui sonnerait la fin de la Françafrique, Marine Le Pen défend un programme sur l'Afrique totalement en rupture avec celui de son concurrent.

Pour Marine Le Pen, les rapports avec l'Afrique passent avant tout par une gestion des flux migratoires venant d'Afrique. Si elle évoque bien dans son programme sa volonté de créer une union francophone, de rencontrer « un seul chef d'Etat africain » si elle est élue présidente ou encore la mise en place d'une politique de co-développement avec l'Afrique de l'Ouest, sa stratégie globale pour des relations avec le continent africain se résume à des orientations pour mettre fin à l'immigration africaine. Sur ce sujet, elle est favorable à : la limitation du droit du sol, la fin du regroupement familial, une remise en question des procédures d'accès à la nationalité française ou encore de celles pour le droit d'asile. Dans le prolongement de ces questions, sa première mesure annoncée en cas de victoire serait un referendum sur l'immigration et l'identité nationale.

Lors de la campagne du premier tour, Marine Le Pen s'est très peu exprimée sur la question de sa politique vis-à-vis de l'Afrique. En laissant le champ médiatique sur cette question à Éric Zemmour, la candidate s'est donc séparée momentanément de ses positions les plus radicales. Cette stratégie d'utilisation d'Éric Zemmour comme un paratonnerre, lui a permis d'apparaître comme une candidate plus humaine. Elle a ainsi pu devancer le polémiste qui s'est attiré les foudres de pays africains tels que le Sénégal pour « ses propos stigmatisants sur les ressortissants sénégalais en France » selon un communiqué de l'Ambassade du Sénégal en France.

Pourtant, la position de Marine Le Pen sur l'immigration est similaire à celle d'Éric Zemmour, notamment leur opposition totale à la politique mémorielle engagée par Emmanuel Macron sur le Rwanda et la colonisation en Algérie. Loin de vouloir entrer dans une ère d'égal à égal, de leadership partagé avec l'Afrique, Marine Le Pen souhaite que la France défende avant tout son influence, son pré carré géopolitique et préserve ses intérêts économiques, commerciaux historiques avec le continent.

Par opposition, Emmanuel Macron entend miser sur son bilan de politique africaine pour valoriser son leadership géopolitique. Nouveau sommet Afrique-France, dialogue avec les jeunes diasporas africaines, Conseil présidentiel pour l'Afrique, réforme du franc CFA, rapprochement avec les pays africains anglophones, Conférence Libye, appui à la production de vaccins en Afrique, travail de mémoire sur la colonisation en Algérie, reconnaissance du rôle de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda, restitution d'œuvres d'art au continent africain etc. sont autant d'actions citées par Emmanuel Macron pour montrer qu'en matière de politique africaine il était encore une fois le président du renouveau, de la réinvention positive des relations avec l'Afrique.

Néanmoins, le retrait des troupes françaises au Mali a fragilisé ce bilan et mis en lumière les limites de son ambition sur le terrain africain. Cette situation au Sahel a permis à Marine Le Pen de critiquer la stratégie de son concurrent en qualifiant l'opération Barkhane et le retrait des forces françaises du Mali, d'« échec » pour le président sortant.

Cette élection aura également mis en avant une nouvelle concurrence électorale sur le terrain africain pour Emmanuel Macron. En effet, si le candidat reste en tête du vote des Français de l'étranger : sur 1.435.746 inscrits sur les listes électorales, 64,88% des électeurs se sont abstenus. 45,09% d'entre eux ont voté pour Emmanuel Macron, plus qu'en 2017, où il avait récolté 40,40% des votes. Jean-Luc Mélenchon et son Union populaire récolte 21,92% des voix, des suffrages, une forte augmentation par rapport à 2017 où il avait totalisé 15,83% des suffrages exprimés.

Dans les circonscriptions des Français de l'étranger situées en Afrique, Jean-Luc Mélenchon réalise de très bons scores, résultats qui sont l'illustration d'un terrain africain à surveiller pour Emmanuel Macron. En juin 2017, un mois et demi après son élection, Emmanuel Macron avait effectué sa première visite au Maroc sur invitation du roi Mohammed VI, signe d'une nouvelle ère diplomatique et un message envoyé aux électeurs français qui l'avaient plébiscité dans la région. En 2022, pour le premier tour des présidentielles françaises au Maroc, Emmanuel Macron comptabilise 37,87%, dépassé par son concurrent Jean-Luc Mélenchon crédité de 40,24% des voix.

Avant la veille du premier tour des élections présidentielles, un sondage IFOP – Jeune Afrique plaçait également Jean-Luc Mélenchon en tête des intentions de vote chez les électeurs français d'origine africaine vivant en France. Ces résultats illustrent le fait qu'Emmanuel Macron malgré ses multiples initiatives pour l'Afrique et les diasporas africaines ne détient en aucun cas le monopole du vote des Français d'origine africaine ou des Français vivant en Afrique.

Ces données sont aussi révélatrices du nouvel état d'esprit des Français dans leur globalité. En effet, cette élection démontre que les Français ne se laisseront pas dicter leurs choix politiques. Les Français veulent être leaders et participer activement à la construction politique de leur pays et cela s'exprime à la fois dans les urnes et dans les manifestations dans les rues.

L'avenir de la France en ligne de mire

Les manifestations des étudiants des établissements du supérieur tels que Sciences Po ou la Sorbonne pour dénoncer, selon les organisateurs, « les candidats du deuxième tour qui mettent en danger leur avenir et négligent les préoccupations sociales, écologistes, féministes et antiracistes » sont loin d'être anecdotiques. Selon les données de l'institut IPSOS, près de la moitié des 18-24 ans (42%) et des 25-34 ans (46%) ne sont pas allés voter au premier tour du 10 avril. Ces éléments expriment un malaise de la jeunesse et une fracture générationnelle qui s'est accrue en France entre les jeunes et les responsables politiques.

Le Ni Macron – Ni Le Pen témoigne également de ce même rejet et d'une érosion du traditionnel barrage républicain, mis en place lorsqu'un candidat d'extrême droite est en passe de gagner une élection. Le manque d'enthousiasme pour la campagne électorale s'est traduit par une abstention de 25%. Il s'agit du deuxième taux d'abstention le plus élevé depuis que les citoyens français ont commencé à élire leurs présidents.

Les échanges des deux candidats sur une modification de la durée du mandat, un passage du quinquennat au septennat, l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives ou encore la révision de la Constitution, témoignent de la place centrale de la question de la vivification des institutions de la Vème république dans le débat politique.

Ces événements laissent préfigurer que le vainqueur de ces élections peut s'attendre à un troisième tour social avec des manifestations de différents groupes ou une opposition politique plus virulente aux réformes qui seront engagées.

En effet, les élections présidentielles marquent seulement l'ouverture d'une nouvelle séquence politique qui s'achèvera les 12 et 19 juin prochains à l'occasion des élections législatives. Le candidat vainqueur aura besoin d'une majorité solide pour assoir son leadership et pouvoir gouverner et mettre en place les réformes de son programme.

Les nuances apportées à leurs projets lors de la campagne de l'entre-deux tours sur : la question de l'âge de départ à la retraite pour Emmanuel Macron ou le port du voile dans l'espace public pour Marine Le Pen, démontrent que gouverner c'est avant tout faire des compromis et des alliances. Les deux candidats savent que pour pouvoir gagner, ils auront besoin une fois de plus d'adoucir leur discours et positions pour être audibles et séduire des électeurs de gauche pour Emmanuel Macron et ceux de droite pour Marine Le Pen.

Les prochaines semaines, mois et années seront donc cruciales en France. Emmanuel Macron, président sortant est crédité de bonnes chances de l'emporter. S'il est élu pour un second mandat, cela témoignera de sa résistance au déagisme, de son leadership politique, là où deux présidents avant lui avaient échoué.

Quant à Marine Le Pen, ses chances de l'emporter sont plus importantes que lors des précédentes élections. Son score même en cas de défaite sera à scruter et analyser. Si elle réalise un chiffre supérieur à son pourcentage de 2017 cela confirmera son ancrage au niveau national, le succès de sa stratégie de dédramatisation fera d'elle une candidate encore plus dangereuse pour ses concurrents politiques et les scrutins à venir.

Le candidat gagnant au soir du 24 avril sera élu sur sa capacité à mobiliser autour de son leadership personnel, différents électors politiques. Cependant, il devra s'atteler

à construire une histoire collective, bâtir un co-leadership avec l'ensemble des citoyens français, dans leur diversité pour répondre aux préoccupations nationales, européennes, internationales sur leur avenir. Dans un contexte où la crise sanitaire et le conflit ukrainien nous rappellent que nous vivons dans un monde interconnecté, interdépendant, il devra également proposer des solutions multilatérales pour permettre à la France de faire face aux futurs défis économiques, environnementaux, sociaux, géopolitiques.

SOURCES

- Élection présidentielle 2022 : les résultats du 1er tour <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/actu-du-ministere/election-presidentielle-2022-retrouvez-resultats-du-1er-tour>
- La guerre s'impose dans la campagne électorale – <https://www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/enquete-electorale-vague-6>
- Le programme de Marine LE PEN <https://mlafrance.fr/programme>
- Le programme d'Emmanuel MACRON <https://avecvous.fr/projet-presidentiel>
- La construction d'un nouveau partenariat avec l'Afrique. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/02/15/afrique-un-nouveau-partenariat>
- Élection présidentielle 2022 - Résultats du 1er tour pour les Français de l'étranger <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-francais/voter-a-l-etranger/resultats-des-elections/article/election-presidentielle-2022-resultats-du-1er-tour-pour-les-francais-de->
- Le vote des français originaire d'Afrique - <https://www.ifop.com/publication/le-vote-des-francais-originares-dafrique/>
- Premier tour de l'élection présidentielle française au Maroc - bureaux de vote de Rabat, Casablanca, Tanger, Fès-Oujda, Marrakech, Agadir <https://ma.ambafrance.org/Premier-tour-de-l-election-presidentielle>
- Profil des abstentionnistes et sociologie des électors - <https://www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/1er-tour-abstentionnistes-sociologie-electorat>

À propos de l'auteur, Patricia Ahanda

Patricia Ahanda est consultante et experte sur les questions de politique, communication, leadership et inclusion. Diplômée en Sciences Politiques, Géopolitique, Droit et Communication, P. Ahanda a travaillé au sein de différents cabinets ministériels en France, notamment aux ministères de l'Economie et des Finances, des Affaires Sociales et de la Santé. De 2014 à 2020, elle est élue Maire Adjointe en charge du développement du digital, de la lutte contre la fracture numérique, de la formation, de l'insertion professionnelle en région parisienne dans la ville de Champigny-sur-Marne qui compte près de 76.000 habitants. Patricia Ahanda est la fondatrice de Lydexperience, un cabinet de conseil et de formation. Engagée et experte sur les questions de leadership féminin, elle développe plusieurs initiatives en faveur du leadership, de l'entrepreneuriat et de l'insertion économique des femmes en France et en Afrique : Women Leadership Workshop, Brunch Women Leadership Business, Poleadher. En 2020, elle devient Jeune chercheuse au sein de l'UNESCO dans le cadre du programme YAR et mène des travaux de recherche sur la question de l'impact du Covid-19 sur l'éducation, le cadre de vie des jeunes et la transition digitale. Engagée sur les questions de coopération de diplomatie et multilatéralisme, elle est co-fondatrice de l'association ADELFOC pour favoriser les partenariats entre les élus français et les élus de la diaspora camerounaise et africaine. Patricia AHANDA a reçu plusieurs distinctions internationales pour son parcours et engagement, elle a été désignée : - Atlantic Dialogues Emerging Leaders 2018 - Most Influential People of African Descent catégorie Politique 2019 - Forbes Under 30 Summit Fellow - World Bank Youth Summit Fellow - Meeting Russia Alumni, Globsec Young Leader 2021, German Marshall Fund Next Generation Leader 2021, Tatra Summit Young Professional 2021.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

